BOUQUET DE MESSAGES

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Il est important de lire et comprendre les présentes conditions générales de vente de notre Site. En les acceptant, vous vous engagez à en respecter les termes et conditions. Si vous les refusez, vous ne pourrez pas accéder aux services proposés par le Site.

SOMMAIRE

	PREAMBULE	1
Article 1	DEFINITIONS	1
Article 2	OBJET DES CGV	2
Article 3	MODALITES D'APPLICATIONS DES CGV	2
3.1	OPPOSABILITE DES CGV	3
3.2	MODIFICATIONS DES CGV	3
Article 4	CONDITIONS ET MODALITES D'ACCES AU SITE	3
4.1	ACCES AU SITE	3
4.2	PRIX DE L'ACCES DU SITE	4
Article 5	CONDITIONS DE SOUSCRIPTIONS	4
5.1	SOUSCRIPTEURS	4
5.2	CAS DE MINORITE DU SOUSCRIPTEUR	4
5.3	SOUSCRIPTION A LA NEWSLETTER	5
5.4	COMPTE INACTIF	5
Article 6	PRESTATIONS & TARIFS	5
6.1	GENERALITES	5
6.2	TARIFS DES MESSAGES	6
6.3	TARIFS DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	6
6.4	DEVIS & REMISES	6
Article 7	DROIT DE RETRACTATION & ANNULATION DE COMMANDE	6
7.1	DROIT DE RETRACTATION	7
7.2	RENONCIATION & EXONERATION DU DROIT DE RETRACTATION	7
Article 8	COMMANDES & MODALITES DE PAIEMENT	7
Article 9	SERVICE CLIENT	8
Article 10	OBLIGATIONS DES PARTIES	8
10.1	OBLIGATIONS GENERALES DE COLLABORATION ET D'INFORMATION	8
10.2	GARANTIES ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	9
10.3	GARANTIES ET OBLIGATION DE L'UTILISATEUR	10
Article 11	RESPONSABILITES	11
Article 12	FORCE MAJEURE	12
Article 13	COLLECTE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
Article 14	PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
Article 15	DISPOSITIONS GENERALES	12
15.1	RENONCIATION	12
15.2	PERMANENCE DU CONTRAT	13
15.3	INTITULES DES CLAUSES	13
15.4	INTEGRITE DE L'ACCORD DES PARTIES	13
15.5	CONVENTION DE PREUVE	13
Article16	LOI APPLICABLE & CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	13
16.1	POUR UN CONSOMMATEUR – LE MEDIATEUR	13
16.2	POUR UN PROFESSIONNEL	14

BDM-CGV

PREAMBULE

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à l'utilisation du site internet Bouquet de Messages (ci-après désigné le « Site », tel que ce terme sera défini ci-après), édité par Patricia Litardi, constituée en micro entreprise, au nom commercial « Les 3 Co Plus » enregistrée auprès de l'INPI sous les immatriculations R.N.E: 24-000130955, SIRET 983583618 00019 et située Le Hameau de la Palmeraie Bât M - 934 chemin des âmes du purgatoire- F-06600 Antibes ci-après désignée « le Prestataire »,
Le Prestataire a développé une solution informatique, via son Site, permettant à ses utilisateurs (ci-après désigné(s) « Utilisateur(s) », tel que ce terme sera défini ci-après) de faire un message écrit, audio ou vidéo, de l'enregistrer sur la plateforme du site. Ce message est ensuite placé avec les messages d'autres utilisateurs dans un ensemble nommé « Bouquet de Messages » (ci-après désigné « BdM », tel que ce terme sera défini ci-après) lequel est délivré au(x) destinataire(s) à une date précise indiquée par un des utilisateurs qui aura initié le Bouquet de Messages ci-après désigné(s) « Souscripteur Principal », tel que ce terme sera défini ci-après) .
Le Prestataire invite l'Utilisateur du Site à lire les présentes conditions générales de vente (ci-après désignées les « CGV », tel que ce terme sera défini ci-après) dans leur globalité avant de recourir aux services proposés sur le site ou de passer commande.
L'Utilisateur recourant aux Services (tel que ce terme sera défini ci-après) proposés sur le Site, est soumis aux termes, lignes directrices, communications et présentes CGV. Si des conditions particulières existent concernant certaines Prestations proposées sur le site, celles-ci prévalent sur les présentes pour les points où une contradiction entre ces deux textes est relevée.
Les présentes CGV viennent en complément des Mentions Légales et des CGU (tel que ce terme sera défini ci-après) et de la Charte de Protection des Données Personnelles du Site consultables sur d'autres pages du Site.

Article 1- DEFINITIONS

Chacun des termes contractuels définis au sein des CGU et / ou des CGV sont réputés avoir la même signification dans le cadre des présentes, sauf contradiction avec les définitions ci-après répertoriées qui prélaveront. Les définitions des termes utilisés, classées par ordre alphabétique, sont les suivantes :
« BdM» correspond à Bouquet de Messages ;
« Bouquet de Messages » désigne le regroupement de plusieurs messages de type écrit, illustré, audio ou vidéo destiné à un ou deux destinataires en un seul envoi par mail ;
« Compte » désigne l'interface permettant à l'Utilisateur, dès sa souscription, d'accéder à l'ensemble des Services dédiés à la gestion des Prestations fournies et consulter et/ou modifier ses informations personnelles ;
« Client » est qualifié de Client ou Souscripteur tout Utilisateur ayant passé commande sur le Site ;
« CGU » correspond aux Conditions Générales d'Utilisation ;
« CGV » correspond aux Conditions Générales de Vente ;
« Consommateur » désigne toute personne répondant à la définition du Consommateur en vertu du droit applicable ;
« Destinataire(s) » désigne toute(s) personne(s) ou entité composée d'une personne ou plusieurs personne(s) désignées par le Souscripteur Principal pour la réception du Bouquet de Messages ;
« FAI » correspond au Fournisseur d'Accès Internet permettant la connexion sur le site ;
« Message » qualifie tout message quelle que soit sa forme : écrit, illustré, audio ou vidéo ;
« Message écrit » qualifie tout message écrit en utilisant l'espace proposé sur le site ;
« Message illustré » qualifie tout message écrit en utilisant l'espace proposé sur le site et qui comporte une illustration téléchargée au format compatible ;
« Message audio » qualifie tout message audio enregistré en utilisant la plateforme du site ;
« Message vidéo » qualifie tout message vidéo enregistré en utilisant la plateforme du site ;
« Panier » est un espace virtuel dans lequel l'Utilisateur regroupe tous les Prestations qu'il a sélectionnées et qu'il peut consulter avant de confirmer son choix et procéder au paiement en ligne ;
« Partie(s) » est l'une ou l'autre des parties au présent Contrat (tel que ce terme sera défini ci-après), que ce soit, ensemble ou indépendamment, le Prestataire et/ou l'Utilisateur ;

« Prix » est le coût de la Prestation lequel, en l'absence de précisions est supposé toutes taxes comprises (TTC) ;
« Prestation » désigne de manière individuelle quelque prestation que ce soit, présentée et fournie par le Site dans le cadre de son activité à savoir : permettre à ses utilisateurs de faire un message écrit, audio ou vidéo, de l'enregistrer sur la plateforme du site afin qu'il soit placé dans un ensemble appelé « Bouquet de Messages » qui est délivré au(x) destinataire(s) à une date précise indiquée par le Souscripteur Principal ainsi que, le cas échéant, l'accompagnement et la recherche du Destinataire, lorsque cela s'avère nécessaire ;
« Site » désigne le site internet d'accès à l'adresse finale : bouquetdemessages.com, quelle que soit l'adresse permettant d'y accéder ;
« Service » désigne, de manière globale, l'ensemble des fonctionnalités et des services fournis sur le Site, et plus particulièrement la souscription à un Compte et la possibilité offerte à l'Utilisateur de choisir, en ligne via le Site, la ou les Prestation(s) qu'il souhaite commander ainsi que la possibilité d'effectuer le paiement de l'achat de ce(s) Prestation(s) ;
« Souscripteur » : est qualifié de Souscripteur ou Client tout Utilisateur passant commande sur le Site
« Souscripteur Principal » est celui qui initie la création d'un Bouquet de Messages constitué des messages d'un ou plusieurs souscripteurs, lui compris ;
« Souscripteur Associé ou Co-Souscripteur » désigne l'Utilisateur qui suite au mail d'invitation envoyée selon les indications par le Souscripteur Principal, participe à un Bouquet de Messages en souscrivant à un message de la forme de son choix ;
« Utilisateur » : est qualifié d'Utilisateur toute personne physique naviguant sur les pages du site BouquetdeMessages.com, qu'il passe ou non une commande.
.

Article 2 – OBJET DES CGV

Les présentes CGV visent à définir les relations contractuelles entre le site et l'Utilisateur, dans le cadre de la fourniture des Services qui lui sont proposés sur le Site, la Souscription à un Compte et les conditions applicables à tout achat effectué par le biais du Site.
L'acquisition d'une Prestation à travers le présent Site implique une acceptation sans réserve par l'Utilisateur des présentes CGV dont il reconnaît avoir pris connaissance préalablement à la souscription à un Compte, d'une part, puis à la finalisation de sa commande, d'autre part
L'acquisition d'une Prestation à travers le présent Site implique une acceptation sans réserve par l'Utilisateur des présentes CGV dont il reconnaît avoir pris connaissance préalablement à la souscription à un Compte, d'une part, puis à la finalisation de sa commande, d'autre part.
Les présentes CGV sont pleinement opposables à l'Utilisateur dès lors que ces conditions sont accessibles par un lien clairement indiqué et qu'il les a acceptées préalablement à la souscription à un Compte, d'une part, puis avant de passer commande grâce à un clic de validation à la phrase « Je déclare avoir pris connaissance des Conditions Générale de Vente applicables et les avoir acceptées sans restriction » grâce à une case à cocher afin de valider une inscription.
Avant toute transaction, le Souscripteur déclare, d'une part, que l'achat de Prestations sur le Site est sans rapport direct avec son activité professionnelle et est limité à une utilisation strictement personnelle, en qualité de Consommateur, et d'autre part avoir la pleine capacité juridique, lui permettant de s'engager au titre des présentes CGV.

Article 3 – MODALITES D'APPLICATION DES CGV

Les présentes sont rédigées en langue française. Elles précisent notamment les différentes étapes nécessaires à la Souscription à un Compte, à l'utilisation des Services par l'Utilisateur et à la commande de Prestations par le Souscripteur.
Le contrat relatif à l'utilisation des Services (ci-après désigné le « Contrat ») est conclu pour une durée limitée à l'exécution des Services.
Les Services sont fournis par le Site dans le monde entier.

BdM-CGV

3.1- OPPOSABILITE DES CGV

Le Contrat relatif à l'utilisation des Services est formé entre le Prestataire et l'Utilisateur dès l'acceptation des présentes CGV lors de la Souscription au Compte (case à cocher afin de valider l'inscription).
Les CGV constituent, le document contractuel opposable aux Parties, à l'exclusion de tous autres documents, prospectus, catalogues ou photographies qui n'ont qu'une valeur indicative.
Les CGV sont considérées comme lues et acceptées par l'Utilisateur de la souscription au Compte effectuée sur le Site. Elles remplacent tout accord ou document contractuel antérieur pouvant lier le site et l'Utilisateur.
L'Utilisateur déclare avoir pris connaissance des présentes CGV dans leur intégralité et accepter les obligations auxquelles il est tenu. A défaut d'une telle acceptation, l'Utilisateur ne peut recourir aux Services du Site.

3.2- MODIFICATIONS DES CGV

Le Prestataire se réserve le droit de faire des modifications concernant le Site, ses Services, ses procédures, ses CGU, y compris le droit de modifier les présentes CGV, à tout moment.
L'Utilisateur du Site est soumis aux CGV en vigueur au moment de sa souscription à un Compte, ou à la suite de sa validation de toute modification des CGV dans les conditions du présent article.
Le Prestataire informe l'Utilisateur que les CGV du Site peuvent être modifiées à tout moment. Notamment, des changements pourront intervenir au niveau du contenu éditorial ainsi qu'en cas d'évolution de la loi et pour tout autre motif jugé nécessaire.
Il appartient à l'Utilisateur de consulter aussi souvent que nécessaire les CGV.
En tout état de cause, toute modification fera l'objet d'une notification par courriel à l'Utilisateur 1 (un) mois au moins avant leur entrée en vigueur, si celui a commandé un Service ou une Prestation n'ayant pas débuté.
Si toutefois l'Utilisateur souhaite, à la suite de la notification qui lui est faite, procéder à la résiliation du présent Contrat, il adressera un courriel à l'adresse suivante : contact@bouquetdemessages.com. Il sera alors mis fin au Contrat de Vente de l'Utilisateur, à l'exception, toutefois pour ce qui est de la réalisation des éventuelles Prestations en cours d'exécution.

Article 4 – CONDITIONS ET MODALITES D'ACCES AU SITE

4.1- ACCES AU SITE

L'accès au Site est subordonné à la souscription, par l'Utilisateur, d'un abonnement ou contrat quelconque lui donnant accès à internet auprès d'un Fournisseur d'Accès Internet (FAI).
L'Utilisateur doit disposer des appareils nécessaires (ordinateur, smartphone, etc) pour accéder au Site. Tous les frais que pourrait supporter l'Utilisateur afin d'accéder au Site sont à sa charge exclusive et ne peuvent aucunement incomber au Prestataire pour quelque raison que ce soit.
L'accès au Site est possible de tout lieu et à toute personne sans besoin de justifier d'une quelconque qualité.
L'accès au Site est gratuit à l'exception des frais de connexion via le réseau de télécommunication fourni par le Fournisseur d'Accès Internet sur lequel se connecte l'Utilisateur.
Cependant, certains services et certaines fonctionnalités sont payants et l'Utilisateur y accède uniquement s'il remplit les conditions prévues et notifiées sur le site.
Le cas échéant, l'accès à certaines fonctionnalités du Site pourra être limité à l'inscription de l'Utilisateur et à la création d'un Compte.
Il appartiendra à l'Utilisateur de s'identifier grâce à une adresse e-mail valide et d'un identifiant qui lui aura été attribué afin de déverrouiller l'accès aux fonctionnalités en question.
Tous les meilleurs efforts sont déployés par le Prestataire afin d'assurer le bon fonctionnement du Site. Néanmoins l'accès au Site ne peut nullement être garanti.
En outre, des circonstances répondant à la définition de la force majeure, ou du fait d'un tiers manifestant des caractéristiques d'insurmontabilité et d'imprévisibilité, ne peuvent pas engager la responsabilité du Prestataire.
D'une manière générale, l'accès au Site peut, à tout moment, faire l'objet d'une interruption, suspension, modification ou maintenance sans devoir respecter un quelconque préavis à l'égard de l'Utilisateur. Ladite interruption, suspension, modification ou maintenance n'ouvre aucun droit d'indemnisation au profit de l'Utilisateur.

L'utilisation des Services et fonctionnalités est destinée exclusivement à un usage personnel. A ce titre, les Utilisateurs s'engagent à ne pas utiliser les Services à des fins commerciales, politiques, publicitaires et pour toute forme de sollicitation commerciale.

4.2- PRIX DE L'ACCES AU SITE

Avec une connexion internet indépendante du prestataire fournie par un FAI , l'accès au site, l'inscription et la mise à disposition d'un Compte pour l'Utilisateur sont gratuits. Ladite gratuité ne couvre que l'accès au site, l'inscription et le Compte Utilisateur ; lesdites fonctionnalités peuvent engendrer des coûts liés à l'accès internet par l'Utilisateur, lesquels dépendent de l'opérateur internet de l'Utilisateur.
L'accès au Site, l'inscription et la tenue d'un Compte n'engagent aucunement l'Utilisateur à souscrire aux Prestations payantes du Site.
Seules sont payantes, dans les conditions ci-après déterminées, les commandes passées par le biais du Site ou par n'importe quel autre moyen.

Article 5- CONDITIONS DE SOUSCRIPTIONS

5.1- SOUSCRIPTEURS

Toute personne morale ou physique qui bénéficie de Services du Site, abonnement à la Newsletter compris est un Souscripteur.
Pour l'accès à l'ensemble des Services et Prestations proposés sur le Site exception faite de la souscription à l'abonnement à la Newsletter, l'utilisateur doit impérativement ouvrir un compte.
S'agissant d'un Bouquet de Messages, le Souscripteur est désigné :

- ✓ soit Souscripteur Principal s'il a initié le Bouquet de Messages ;
- ✓ soit Souscripteur Associé ou Co-Souscripteur si, suite de l'invitation reçue par mail, il passe commande pour glisser son message dans le Bouquet.

Le Souscripteur Principal est l'initiateur d'un Bouquet de Messages, il indique sur la plateforme du Site :

- ✓ l'ensemble des données pour l'envoi du Bouquet à savoir l'identité du/des destinataires (2 maximum pour un même Bouquet), ainsi que la date voulue pour l'envoi et le motif.
- ✓ les mails des personnes à convier à participer à ce Bouquet éventuellement en leur attribuant un groupe s'il y a beaucoup de de personnes à inviter

Le Souscripteur Principal est contacté si le site constate un problème d'adresse mail erronée lors de l'envoi des mails adressés aux personnes à inviter ou encore au destinataire du Bouquet de Messages.
Le Souscripteur Principal ne peut savoir qui enregistre un message pour la plateforme, ni connaître les messages qui sont téléchargés.

5.2- CAS DE MINORITE DU SOUSCRIPTEUR

Toute souscription à un Compte et/ou commande implique qu'elle soit réalisée par une personne morale ou physique ayant la capacité de contracter, c'est-à-dire avoir au minimum dix-huit ans (18 ans) et/ou la majorité légale en vigueur dans son pays et ne pas être protégé au sens de l'article 488 du Code Civil.
Le Prestataire ne fournit pas ses Prestations aux mineurs. L'Utilisateur âgé de moins de dix-huit (18) ans ne peut utiliser les Services du Site et passer commande que sous la surveillance et la supervision d'un parent ou d'un tuteur légal et sous la responsabilité de celui-ci.
Le Prestataire ne peut en aucun cas être tenu responsable de la création d'un Compte faite par un mineur qui utiliserait de façon frauduleuse la carte bancaire et l'identité de ses parents ou d'une autre personne physique ou morale pour accéder aux Services du Site. Pour accéder au Site, créer un Compte et/ou utiliser les Services et Prestations, l'Utilisateur qui n'a pas acquis l'âge de la majorité légale (à savoir en France, 18 ans), doit obtenir l'accord de ses parents ou du/des titulaire(s) de l'autorité parentale le concernant, avant de créer un Compte. Le fait pour un mineur de souscrire à un Compte implique que l'accord mentionné au paragraphe précédent a été obtenu préalablement à l'inscription finale.
Le Prestataire se réserve le droit de demander à tout moment la justification écrite de cet accord et de procéder à toutes vérifications, ainsi que de supprimer tout Compte pour lequel l'Utilisateur n'aurait pas

fourni, 2 (deux) jours après une demande écrite par le Prestataire, le justificatif écrit de l'accord des parents ou du / des titulaire(s) de l'autorité parentale concernant cet Utilisateur. Le Prestataire supprimera dans les plus brefs délais le Compte, le contenu ou les données de l'Utilisateur dont l'un ou l'autre des parents ou du/des titulaire(s) de l'autorité parentale l'aura sollicité.
L'utilisation d'un Compte par un mineur reste la responsabilité des parents ou du / des titulaire(s) de l'autorité parentale le concernant. En cas d'accès aux Services par des mineurs, il est vivement conseillé aux parents ou au / aux titulaire(s) de l'autorité parentale les concernant, de surveiller l'utilisation qu'ils en font, notamment dans le respect des présente CGV et de garder présent à l'esprit que les Services en cause sont destinés à toucher un large public et qu'il est de leur responsabilité de parents ou de titulaire(s) de l'autorité parentale les concernant de déterminer quel Service est ou non approprié pour les enfants mineurs et de surveiller l'utilisation qu'ils en font.

5.3- SOUSCRIPTION A LA NEWSLETTER

Tout Utilisateur du Site peut s'inscrire à la newsletter. Il sera alors appelé à indiquer les données suivantes : civilité, prénom et nom afin de personnaliser l'envoi de mails ainsi qu'une adresse mail valide.
L'Utilisateur reçoit alors un mail l'engageant à cliquer sur un lien afin de valider son inscription à la newsletter. Il peut se désinscrire à tout moment à cette newsletter grâce à un lien de désinscription visible sur la newsletter. Le Prestataire s'engage à ne pas utiliser les données de l'Utilisateur à d'autres fins que celles liées à l'envoi de la newsletter ou pour des études marketing internes.

5.4- COMPTE INACTIF

Un Compte est considéré comme inactif, si au bout d'une durée de deux (2) ans, l'Utilisateur ne s'est pas connecté sur le Site à l'aide de ses identifiants, et qu'aucun mouvement de son compte n'a été enregistré durant cette période.
Le site se réserve le droit de supprimer le Compte inactif après information préalable de l'Utilisateur, qui pourra s'y opposer, par manifestement exprès de sa volonté en ce sens. A cet effet, un message électronique sera envoyé à l'Utilisateur pour le prévenir de l'inactivité de son Compte et lui demander de se connecter avant une date préalablement fixée.
À défaut d'une connexion dans le délai prévu, le Prestataire se porte si besoin mandataire de l'Utilisateur inactif pour entreprendre des démarches de recherches afin de pouvoir le contacter, conformément aux stipulations si rapportant au sein de la Charte relative à la Protection des Données Personnelles accessible sur le site ou envoyée sur simple demande à contact@bouquetdemessages.com .
En cas de suppression du Compte du fait de son inactivité, les données personnelles de l'Utilisateur seront immédiatement supprimées.

Article 6 - PRESTATIONS & TARIFS

Sont compris dans les Prestations, l'ensemble des marchandises, services, prestations et fonctionnalités proposés sur le Site
Le prestataire se réserve le droit de modifier à tout moment ses services et prestations ou d'en changer l'assortiment.

6.1- GENERALITES

L'ensemble des frais de télécommunication liés au matériel et à la connexion, nécessaires à l'accès et à l'utilisation du Site, est à la charge exclusive d l'Utilisateur.
Les produits proposés sur le Site www.BouquetdeMessages.com se présentent en deux catégories :

- ✓ les Messages : Ce sont les messages écrits, illustrés, audios ou vidéos enregistrés par le Souscripteur sur la plateforme du site. Ils sont ensuite placés dans un ensemble et ordonnés pour former le Bouquet de Messages qui sera envoyé au(x) destinataire(s). ;
- ✓ les Prestations complémentaires : Ce sont les solutions d'accompagnement à l'élaboration au niveau technique ou au niveau syntaxique ou lexical des Messages.

BdM-CGV

Chaque Prestation fournie par le Prestataire est présentée sur le Site sous forme d'un descriptif avec ses principales caractéristiques.
Les prix sont indiqués en €uros toutes taxes comprises (TTC) avec la TVA applicable en France au moment de la consultation du Site. Tout changement du taux de TVA pourra être répercuté sur le prix des Prestations.
Le Prestataire se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment en prenant soin de prévenir le Client au moins un (1) mois avant l'application de ses nouveaux tarifs. En tout état de cause, le tarif retenu sera celui applicable au jour de la validation de la commande.

6.2 - TARIF DES MESSAGES

Pour chaque type de Message écrit, illustré, audio ou vidéo le tarif est mentionné sur le Site. Le tarif est forfaitaire et comprend :

- ✓ L'enregistrement depuis l'espace dédié d'un message qui selon le choix de l'Utilisateur se présente au format :
  - écrit comprenant un espace de 12 lignes,
  - écrit illustré comprenant un espace de 12 lignes et une illustration (dessin, photo,..) téléchargée par l'utilisateur dans le respect des indications données,
  - audio de 1 minute et 30 secondes,
  - vidéo de 1minute et 30 secondes,
- ✓ L'insertion du message enregistré dans le Bouquet de Messages qui regroupe l'ensemble des messages faits à l'attention d'un ou deux destinataires pour un motif donné,
- ✓ La délivrance au(x) destinataire(s) choisi(s) du Bouquet de Messages où est glissé le message du Souscripteur. par mail à la date indiquée.

6.3 - TARIF DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Les prestations complémentaires sont des accompagnements au niveau de la création d'un message écrit audio ou vidéo tant au niveau de l'expression qu'au niveau technique.
Leur prix est établi par tranche d'une demi-heure de temps à échoir et est fixé selon les besoins du souscripteur par un devis personnalisé au plus près de ses attentes.

6.4 - DEVIS

Pour toute demande particulière comme par exemple la souscription d'une quantité importante de messages ou d'une prestation complémentaire, un utilisateur peut obtenir un devis personnalisé en adressant un mail à : contact@bouquetdemessages.com ou directement depuis le site.
Tout devis est valable 3 mois à compter de sa date d'émission et devra être retourné avec l'annotation « bon pour acceptation » pour le valider. Dès lors, la prestation souscrite peut s'exécuter.
Le prestataire se réserve le droit de proposer des offres promotionnelles, lesquelles peuvent être à des tarifs inférieurs aux prix proposés dans un devis. L'Utilisateur ayant validé le devis ne pourra alors prétendre aux offres promotionnelles ou à une remise complémentaire.

Article 7 - DROIT DE RETRACTATION & ANNULATION DE COMMANDE

Conformément à la législation en vigueur l'Utilisateur, lorsqu'il agit en qualité de Consommateur dans le cadre d'un contrat conclu à distance, dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires pour exercer son droit de rétractation sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités. Le délai court à compter de l'acceptation de l'offre des Services. Toutefois le présent Contrat pouvant selon la date de commande porter sur la fourniture de Services exécutés soit en partie, soit en totalité avant l'expiration dudit délai, le consommateur peut, dans la mesure où il a été informé de cette faculté, renoncer à ce droit.
A ce titre, le Prestataire conservera tous moyens de preuve permettant de fixer la demande explicite de l'Utilisateur de renonciation au droit de rétractation tel que notamment, case à cocher, SMS et / ou courriels lesquels fixent son consentement exprès sur support dématérialisé durable conformément à l'article « CONVENTION DE PREUVE ».

BDM - CGV

7.1 - DROIT DE RETRACTATION

Conformément à la législation en vigueur, à savoir l'article L221-18 du Code de la Consommation, l'Utilisateur, lorsqu'il agit en qualité de Consommateur dans le cadre d'un contrat conclu à distance, dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires pour exercer son droit de rétractation sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités. Le délai court à compter de l'acceptation de l'offre des Services.
Pour faire valoir ce droit, le Client peut utiliser le formulaire téléchargeable ici ou établir sa propre demande en suivant les consignes données sur le site du Service Public sur les achats à distance des particuliers. Ce document doit être envoyé par mail dont l'objet noté est : « droit de rétractation » avec demande d'accusé de réception à l'adresse : contact@bouquetdemessages.com

Toute déclaration de rétractation doit être réceptionnée par le Prestataire du site dans les 14 (quatorze) jours qui suivent le jour de la validation de la commande.
Le Client sera remboursé dans un délai de 14 (quatorze) jours après l'accusé de réception de son mail et ce par le même moyen de paiement utilisé pour la souscription.
Le recours, par le Souscripteur, au bénéfice du droit de rétractation, entraîne l'anéantissement de la commande de Prestations et / ou Abonnement qu'il aura expressément visé dans sa demande.

7.2 - RENONCIATION ET EXONERATION DU DROIT DE RETRACTATION

Toutefois, ce droit de rétractation ne peut s'exercer dans certains cas.
1- Si le Souscripteur, dans le cadre de la souscription à un Compte, souhaite accéder immédiatement aux Services dudit compte, il doit cocher l'option : « Je reconnais qu'en accédant aux Services de manière immédiate, je renonce à mon droit de rétractation et ne serai plus en mesure de l'invoquer ».
A ce titre, le Site conservera tous moyens de preuve permettant de fixer la demande explicite de l'Utilisateur de renonciation au droit de rétractation tel que notamment, case à cocher, SMS et / ou courriels lesquels fixent son consentement exprès sur support dématérialisé durable conformément à l'article « CONVENTION DE PREUVE ».
2- Par ailleurs, tout Utilisateur dont la commande aura été exécutée dans les 15 jours précédents la date de clôture des enregistrements définitifs ne pourra faire valoir son droit de rétractation ; En effet, selon l'article L221-28 Version en vigueur depuis le 28 mai 2022 modifié par l'ordonnance N°2021-1734 du 22 décembre 2021- art.6 concernant les exonérations du droit de rétractation, le droit de rétractation ne peut être exercé notamment pour les contrats :

- ✓ De fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et, si le contrat soumet le consommateur à une obligation de payer, dont l'exécution a commencé avec son accord préalable et exprès et avec la reconnaissance par lui de la perte de son droit de rétractation, lorsque la prestation aura été pleinement exécutée par le professionnel ;
- ✓ De fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés
- ✓ De fourniture d'un contenu numérique sans support matériel dont l'exécution a commencé avant la fin du délai de rétractation et, si le contrat soumet le consommateur à une obligation de payer, lorsque : a) Il a donné préalablement son consentement exprès pour que l'exécution du contrat commence avant l'expiration du délai de rétractation ; et b) Il a reconnu qu'il perdra son droit de rétractation ; et c) Le professionnel a fourni une confirmation de l'accord du consommateur conformément aux dispositions du deuxième l'alinéa de l'article L. 221-13.Conformément à l'article 10 de l'ordonnance n° 2021-1734 du 22 décembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 28 mai.

Article 8 - COMMANDES ET MODALITES DE PAIEMENT

Avant toute commande, le Souscripteur doit créer un Compte sur le Site. La rubrique de création de Compte est accessible depuis l'espace client directement depuis la page d'accueil du Site.
A chaque visite, l'Utilisateur, s'il souhaite commander ou consulter son Compte (état des commandes, profil…), devra s'identifier à l'aide de ses informations personnelles.

BdM-CGV

Le Souscripteur après avoir commandé, règle ses Prestations en plusieurs étapes, avec paiement par Paiement sécurisé par carte bancaire via son prestataire STRIPE. Des étapes sont à suivre par le Souscripteur pour la conclusion de la vente en ligne :

- ✓ Le Souscripteur sélectionne les Prestations qu'il souhaite commander, les éventuelles options obligatoires lui sont proposées ainsi que les Prestations complémentaires pouvant l'intéresser. L'ensemble des Prestations sélectionnées se retrouvent consignés dans son « Panier ». Il enregistre les informations et coordonnées pour la délivrabilité de son message. Dans son Panier, il retrouve l'ensemble des Prestations et les tarifs. Il vérifie les éléments indiqués et les modifie si besoin (quantités, références…),
- ✓ Ensuite, le Souscripteur valide le mode de paiement : « Paiement par Carte Bancaire »,
- ✓ L'étape suivante lui propose de vérifier l'ensemble des informations, prendre connaissance et accepter les présentes CGV en cochant la case correspondante, puis l'invite à valider sa commande en cliquant sur le bouton « Confirmer ma commande »,
- ✓ Enfin, le Souscripteur est redirigé sur l'interface sécurisée de notre prestataire de paiement STRIPE afin de renseigner en toute sécurité ses références de sa carte bancaire personnelle. Les cartes bancaires émises hors de France doivent obligatoirement être des cartes internationales (Mastercard ou Visa),

Si le paiement est accepté, la commande est enregistrée et le Contrat définitivement formé.
Le Client reçoit ensuite un mail d'accusé de réception de sa commande avec un lien pour télécharger en format PDF les CGV ainsi que s'il y a lieu « les règles annexes » et de confirmation du paiement de sa commande. Le paiement par carte bancaire est irrévocable.
A échéance de la validité de sa carte bancaire, le souscripteur est informé de son obligation de mettre à jour ses coordonnées auprès du prestataire choisi pour le règlement en ligne (STRIPE).
En cas de défaut de mise à jour des informations bancaires par le Souscripteur, avant la date du prélèvement prévu, le Site suspendra toute Prestation sans possibilité pour le souscripteur de remboursement total ou partiel.
En cas d'utilisation frauduleuse de celle-ci, le Souscripteur pourra exiger l'annulation du paiement par carte, les sommes versées seront alors recréditées ou restituées. La responsabilité du titulaire d'une carte bancaire n'est pas engagée si le paiement contesté a été prouvé comme étant effectué frauduleusement, à distance, sans utilisation physique de sa carte.
Pour obtenir le remboursement du débit frauduleux et des éventuels frais bancaires que l'opération a pu engendrer, le porteur de la carte doit contester, par écrit, le prélèvement auprès de sa banque, dans les 70 jours suivant l'opération, voire 120 jours si le Contrat le liant à celle-ci le prévoit. Les montants prélevés sont remboursés par la banque dans un délai maximum d'un mois après réception de la contestation écrite formée par le porteur. Aucun frais de restitution des sommes ne pourra être mis à la charge du titulaire.
La confirmation d'une commande entraîne acceptation des présentes CGV, la reconnaissance d'en avoir parfaite connaissance et la renonciation à se prévaloir de ses propres conditions d'achat, sur lesquelles les CGV prévalent en tout état de cause. L'ensemble des données fournies et la confirmation enregistrée vaudront preuve de la transaction.
Les communications, les détails de la commande ainsi que la facturation effectuée sont archivés par le Prestataire I et peuvent être conservés à titre de preuve, en application de l'article « Convention de preuve » des présentes.

Article 9 - SERVICE CLIENTS

Le Souscripteur peut contacter le Service client par courriel à l'adresse : contact@lebouquetdemessages.com en notant un objet précis de son mail et éventuellement en suivant les recommandations indiquées.

Article 10 - OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1-OBLIGATIONS GENERALES DE COLLABORATION ET D'INFORMATIONS

Chaque Partie s'engage à communiquer à l'autre Partie toute information utile ainsi que toute mise en garde sur les risques de toute nature, susceptibles d'affecter les Services. Dans le cadre de l'exécution des présentes CGV ou d'un avenant, chaque Partie s'engage à collaborer activement et régulièrement avec l'autre Partie, et

BOM CGV

tout tiers éventuellement désigné par l'une des Parties. A ce titre, les Parties se fourniront mutuellement avec un délai raisonnable tous les documents ou éléments nécessaires à l'exécution des CGV qui sont demandés par écrit par l'une des Parties ou tout tiers désigné.

10.2-GARANTIES ET OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

10.2.1- Garanties et Obligations générales au titre des Services

Les moyens techniques et humains nécessaires à la disponibilité des Services fournis sont mis en œuvre et à ce titre, le Prestataire est uniquement tenu à une obligation de moyens dans le cadre des présentes. En cas de difficulté, l'Utilisateur peut envoyer un courriel de demande d'information à l'adresse suivante : contact@bouquetdemessages.com.
Le Prestataire s'engage à observer toutes les diligences raisonnables afin de limiter les risques liés à une atteinte à la sécurité du Service (intrusions, piratages, virus). Dans la mesure où Internet est un réseau ouvert, et de ce fait, sensible à un certain nombre de risques, le Prestataire ne saurait s'engager sur une garantie d'accès et de disponibilité de Services illimitée. L'Utilisateur déclare accepter ces risques.
Le Prestataire ne saurait être tenu responsable si les informations saisies par l'Utilisateur s'avèrent fausses ou erronées.
Par ailleurs, le Prestataire n'a aucunement accès aux messages des Souscripteurs et ne peut donc en contrôler le contenu. Il s'engage à respecter les dispositions légales sur le secret de correspondances tel que prévu par la loi dans les articles 226-15 et 432-9 et dans la Loi n°91-646.
Cependant, conformément aux dispositions légales, Le secret de correspondance n'est pas garanti face à la demande des autorités habilitées, pour les exceptions en cas de recherches concernant la sécurité nationale, la sauvegarde des éléments essentiels du potentiel scientifique et économique de la France, de la prévention du terrorisme, de la criminalité et de la délinquance organisées, de la reconstitution ou du maintien de groupements dissous.
Le Prestataire met toutes les mesures et tous les moyens nécessaires pour préserver l'intégrité et la disponibilité des données mises en ligne par l'Utilisateur sur le Site.
Toutefois, le Prestataire se réserve la faculté de suspendre l'accès au Compte de l'Utilisateur lorsqu'il estime qu'un événement susceptible d'affecter le fonctionnement ou l'intégrité des Services le nécessite ou en cas de réalisation d'un cas de force majeure conformément aux présentes.
La suspension vaut pour la durée nécessaire à l'intervention envisagée. Dans le cas d'une intervention programmée, le Prestataire s'engage à en informer l'Utilisateur dans les meilleurs délais par tout moyen à sa convenance, dès connaissance des dates de cette intervention.
Il est expressément convenu entre les Parties qu'une suspension inhérente à une intervention qu'elle soit programmée ou non, ne peut en aucun cas engager la responsabilité du Prestataire et n'ouvre droit à aucune indemnité.

10.2.2- Garanties et Obligations spécifiques au titre de l'hébergement des données fournies par l'Utilisateur

Le Prestataire respecte les dispositions légales mentionnée dans l'article 6 de la Loi 2004-575 du 21 Juin 2004 relative à la confiance dans l'économie numérique.
Ainsi, L'Utilisateur du Site est le seul responsable du contenu de son message enregistré et stocké sur le Site.
Le Prestataire est dégagé de toute responsabilité, de toute réclamation, de toute sanction, si l'Utilisateur ne respectait pas les conditions d'utilisation et/ou les conditions de vente et se réserve le droit de réclamer une compensation pour le préjudice qu'elle pourrait subir.
A ce titre, afin de respecter les dispositions légales, le Prestataire qui en sa qualité de simple hébergeur n'effectue aucun contrôle *a priori* des données, demande à tout Utilisateur qui constaterait un contenu frauduleux ou illicite à le signaler, dans les meilleurs délais, en indiquant le plus d'informations ou d'éléments permettant l'identification de ce contenu par mail à l'adresse:
contact@bouquetdemessages.com, avec une demande d'accusé de réception.
Le Prestataire s'engage à emplir son obligation d'informer les autorités publiques compétentes s'il venait à découvrir toute activité illicite sur le Site.
Par ailleurs, il mettra à disposition de la justice tout élément qui lui serait demandé conformément aux dispositions juridiques en cours et se réserve le droit de procéder au retrait partiel ou total de l'accès à toute

BdM - CGV

donnée illicite dès réception d'une alerte par un internaute ou par un autre Utilisateur, en application de l'article 6-1-5 de la Loi pour la Confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004 (LCEN).
Dans le cas d'un retrait partiel ou total causé par la réclamation fondée d'un internaute, d'un autre Utilisateur, ou par voie judiciaire, le Prestataire informera l'Utilisateur de l'objet de cette réclamation et des raisons du retrait partiel ou total préalablement au retrait effectif, dans les délais les plus promptes.

10.2.3- Garanties en cas de non-conformité

Le Prestataire garantit, conformément aux dispositions légales et sans paiement complémentaire, le Client, contre tout défaut de conformité ou vice caché, provenant d'un défaut de conception ou de réalisation des Services commandés dans les conditions et selon les modalités définies dans les présentes CGV.
Afin de faire valoir ses droits, le Client devra informer le Prestataire, par mail en demandant un accusé de réception à l'adresse contact@bouquetdeessages.com , de l'existence des vices ou défauts de conformité dans un délai maximum de deux (2) ans, en application des articles 1648 du Code civil et L. 211-12 du Code de la consommation, à compter de la fourniture des Services visés. Le Prestataire remboursera ou rectifiera ou fera rectifier (dans la mesure du possible) les Services et Prestations jugés défectueux dans les meilleurs délais et au plus tard dans les quatorze (14) jours (article 216-3 Code de la consommation) suivant la constatation par le Prestataire du défaut ou du vice. Pour le remboursement, le Prestataire utilisera le même moyen de paiement que le Souscripteur.
La garantie du Prestataire est limitée au remboursement des Services effectivement payés par le Client et le Prestataire ne pourra être considéré comme responsable ni défaillant pour tout retard ou inexécution consécutif à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence française.
Les Services sont conformes à la réglementation en vigueur en France.
La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en cas de non-respect de la législation du pays dans lequel les Services sont fournis, qu'il appartient au Client, qui est seul responsable du choix des Services demandés, de vérifier.

10.3-GARANTIES ET OBLIGATIONS DE L'UTILISATEUR

10.3.1- Engagement de l'Utilisateur dans l'utilisation du Site et de ses Services.

L'Utilisateur s'engage à utiliser les Services fournis par le Site conformément à leur destination. Il s'engage à en faire un usage normal et à faire preuve de courtoisie dans les échanges que ce soit par téléphone, ou par tout autre moyen.
En tout état de cause, le Prestataire se réserve le droit de contrôler à tout moment le respect des CGV et CGU par les Utilisateurs et de mettre fin à l'autorisation d'utiliser les Services qui y sont proposés en cas de non-respect de l'une ou l'autre des stipulations des CGU et/ou CGV.
L'Utilisateur s'interdit toute action qui pourrait nuire à l'image du Site, de la Société et/ou des signes distinctifs lui appartenant.

10.3.2- Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur du Site est le seul responsable du contenu de son message enregistré et stocké sur le Site, de ce fait, s'engage formellement à :

- ✓ ne pas se livrer à des actes, propos ou des comportements répréhensibles par la loi,
- ✓ ne pas utiliser le Site e à des fins ou activités illégales, ou portant un préjudice quelconque à l'encontre de tiers.
- ✓ à bannir tout contenu illicite, à savoir l'apologie des crimes contre l'humanité, la provocation à la commission d'actes de terrorisme et de leur apologie, l'incitation à la haine raciale, à la haine à l'égard de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap ainsi que la pornographie enfantine, l'incitation à la violence, notamment l'incitation aux violences sexuelles et sexistes, ainsi que des atteintes à la dignité humaine.

Le Prestataire se réserve le droit de refuser ou de suspendre tout compte pour des motifs légitimes et, plus particulièrement pour les cas :

- ✓ d'utilisation inappropriée du Site, de non respects des CGU et CGV ;
- ✓ de réclamations anormales ou abusives ;

- ✓ de litige (s) existant(s) avec l'Utilisateur ;
- ✓ de fraude ou tentative de fraude relative à l'utilisation du Site ;
- ✓ d'incident de paiement dans le cadre d'une précédente commande de Prestations.

10.3.3- Création d'un compte

L'Utilisateur qui a créé un Compte est également appelé « Souscripteur ».
Tout souscripteur peut consulter l'état de ses achats dans la rubrique « Mon Compte » de son Compte.

Dans le cas de sa souscription à un Bouquet de Messages, l'Utilisateur

- ✓ s'il est l'initiateur du Bouquet est alors considéré comme « Souscripteur Principal « et de ce fait, a certaines obligations ci-après mentionnées
- ✓ si, suite à une invitation par mail contenant un lien et un n° d'identification reçue sur son adresse mail, l'Utilisateur il est désigné comme étant un co-Souscripteur ou un Souscripteur Associé.

10.3.4- Responsabilité du Souscripteur Principal

Le Souscripteur ayant le statut de Souscripteur Principal s'engage à indiquer dans la mesure de ses connaissances des informations valides concernant :

- ✓ les adresses mails pour l'envoi des invitations ;
- ✓ le(s) destinataire(s) : adresses mails, date et motif d'envoi.

En cas d'informations erronées concernant les données de délivrance du Bouquet de Messages, qu'il les constate lui-même ou qu'il en soit averti par le Prestataire (pour le cas où ce dernier aurait des retours de mails pour adresses mail non valides), le Souscripteur Principal s'engage à en faire les corrections et/ou d'en avertir le Prestataire dans les meilleurs délais. Ces corrections devront se faire 48 heures avant la date prévue de l'envoi.
En cas de défaut d'informations valides et/ou de corrections dans les délais recevables, le Prestataire ne saurait être tenu responsable de la non réalisation de tout ou partie de sa Prestation concernant un Bouquet de Messages.
Le Souscripteur Principal est informé que dans le strict respect du secret de correspondance, il ne peut connaître l'identité des Souscripteurs ao Bouquet de Messages qu'il a initié, ni la forme ou le contenu des Messages sauf s'il est le destinataire du Bouquet, auquel cas il aurait connaissance de ces informations à réception du dit Bouquet.
En tant que de besoin, le Souscripteur Principal reconnaît que le droit d'utiliser ou pas et la façon d'utiliser les Services est personnel à chacun des Souscripteurs associés au bouquet qu'il aura initié.

Article 11 - RESPONSABILITES

Le Prestataire est responsable, dans le cadre d'une simple obligation de moyens, en cas de manquement aux obligations qui lui incombent en application des présentes.
Cependant, le Prestataire, en sa qualité de prestataire technique au sens de la Loi pour la Confiance dans l'économie numérique du 21 juin 2004 (LCEN), notamment en sa qualité d'Hébergeur des Données figurant sur le Site et fournies par l'Utilisateur, ne pourra voir sa responsabilité engagée que sur le fondement de l'article 6-1-5 de ladite loi.
La responsabilité du Prestataire ne pourra être engagée en cas d'utilisation des Services non conforme aux stipulations des présentes CGV ou en cas d'erreurs, manquements ou retards trouvant leur origine dans une faute ou un manquement de l'Utilisateur ou Souscripteur.
Le Prestataire décline toute responsabilité quant au contenu et à la valeur juridique attendus des éléments figurant sur le Compte de l'Utilisateur ainsi que de leur appréciation par une quelconque administration ou juridiction.
En tout état de cause, le Prestataire n'est en aucun cas responsable des éventuels dommages indirects et/ou connexes, tels que, et sans que cette énumération soit exhaustive : perte d'exploitation et autres préjudices commerciaux, d'image ou moraux, trouvant leur origine et ou étant la conséquence des présentes.
Afin d'éviter toute réclamation tardive, et notamment pour permettre au Prestataire de préserver les éléments de preuve, l'Utilisateur devra notifier au Prestataire qu'il entend mettre en œuvre sa responsabilité. Cette notification devra, à peine de forclusion, indiquer de manière précise les erreurs, manquements ou retards

constatés et devra être adressée au plus tard dans les 15 (quinze) jours suivant la survenance de l'évènement susceptible d'engager la responsabilité du Prestataire.
Le Prestataire ne saurait voir sa responsabilité engagée à la suite de toute action ou recours de tiers ainsi que du fait de la suspension du Compte telle que prévue dans le cadre des présentes.

Article 12 - FORCE MAJEURE

Le Prestataire ne saurait être tenue responsable pour tout retard dans l'exécution de ses obligations ou pour toute inexécution de ses obligations résultant du présent Contrat lorsque les circonstances y donnant lieu relèvent de la force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.
De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français, les grèves totales ou partielles, lock-out, émeute, trouble civil, insurrection, guerre, intempérie, épidémie, blocage des moyens de transport ou d'approvisionnement pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, restrictions gouvernementales ou légales, modifications légales ou réglementaires des formes de commercialisation, panne d'ordinateur ou du réseau électrique ou du serveur, blocage des communications électroniques, y compris des réseaux de télécommunications filaires ou hertziens, toute remise en cause des fondements mathématiques régissant la théorie des algorithmes cryptographiques, utilisés pour les infrastructures à clé publique et tout autre cas indépendant de la volonté du Prestataire empêchant l'exécution normale du présent Contrat.
Dans un premier temps, les cas de force majeure suspendront l'exécution du Contrat.
Si les cas de force majeure ont une durée supérieure à 60 (soixante) jours, le Contrat est résilié automatiquement, sauf accord contraire entre le Prestataire et l'Utilisateur.

Article 13 - COLLECTE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement et la collecte des données personnelles et leur diffusion à des tiers chargés de l'exécution et du paiement des Services, est subordonnée au consentement de la personne concernée.
Une information complète de la collecte, du traitement opéré, des obligations du Prestataire, comme des droits de l'Utilisateur fait l'objet d'un acte indépendant intitulé « Charte relative à la protection des données à caractère personnel », dont l'Utilisateur atteste avoir pris connaissance, avant de l'avoir validé concomitamment à la validation des présentes.
Le Prestataire s'engage à préserver la confidentialité des informations fournies par l'acheteur, qu'il serait amené à transmettre pour l'utilisation de certains services.
Toute information le concernant est soumise aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978. A ce titre, l'internaute dispose d'un droit d'accès, de modification et de suppression des informations le concernant. Il peut en faire la demande à tout moment par mail à l'adresse contact@bouquetdemessages.com

Article 14 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Tous les éléments du Site sont et restent la propriété intellectuelle et exclusive du Prestataire. Personne n'est autorisé à reproduire, exploiter, ou utiliser à quelque titre que ce soit, même partiellement, des éléments du site qu'ils soient sous forme de photo, logo, visuel ou texte.

Article 15 - DISPOSITIONS GENERALES DES PRESENTES CGV

15.1- RENONCIATION

Toute tolérance ou renonciation de la part de l'une des Parties dans l'application de tout ou partie des engagements ou obligations prévus aux présentes CGV, quelles qu'en soit la date, la fréquence ou la durée,

BdM-CGV

ne saurait, en l'absence d'accord écrit à cet effet, valoir modification des CGV, générer ou faire obstacle à un droit quelconque.

15.2- PERMANENCE DU CONTRAT

La nullité d'une clause quelconque des présentes n'affecte pas la validité des autres clauses, le Contrat se poursuit en l'absence du dispositif annulé sauf si la clause annulée rend la poursuite du Contrat impossible ou déséquilibrée par rapport aux conventions initiales.

15.3- INTITULE DES CLAUSES

Les intitulés portés en tête de chaque article ne servent qu'à la commodité de la lecture et ne peuvent en aucun cas être le prétexte d'une quelconque interprétation ou dénaturation des clauses sur lesquelles ils portent. En cas de difficulté d'interprétation ou de contradiction entre le contenu d'une clause et son titre, ce dernier est réputé non écrit.

15.4- INTEGRITE DE L'ACCORD DES PARTIES

Les Parties reconnaissent que les présentes CGV et ses avenants éventuels constituent l'intégralité des accords entre elles en ce qui concerne la réalisation de l'objet des présentes et remplacent tous accords et propositions antérieurs ayant le même objet, quelle qu'en soit la forme.

15.5- CONVENTION DE PREUVES

En application des dispositions des articles 1365 du Code civil, les informations délivrées par le Site font foi entre les Parties. Conformément à l'article 1368 du Code civil, le Prestataire et l'Utilisateur entendent fixer, dans le cadre des Services, les règles relatives aux preuves recevables entre eux en cas de litige et à leur force probante.
Les dispositions qui suivent constituent ainsi la convention de preuve passée entre les Parties, lesquelles s'engagent à respecter le présent article.
Le Prestataire et l'Utilisateur s'engagent à accepter qu'en cas de litige:
- les adresses e-mails, les courriers électroniques échangés et les SMS sont admissibles devant les tribunaux et feront preuve des données et des faits qu'ils contiennent de sorte à faire foi par priorité sauf à en apporter la preuve écrite et contraire par l'Utilisateur;
- les données issues de tout enregistrement informatique du Site constituent la preuve de l'acceptation des présentes CGV, de la preuve de l'acceptation par voie électronique de toute offre et de tous Services, de la matérialité des prestations utilisées par l'Utilisateur au moyen de services à distance utilisés à savoir Internet, téléphone, SMS et courrier ;
La portée de ces documents et informations est celle accordée à un original au sens d'un document écrit papier, signé de manière manuscrite;

Article 16- LOI APPLICABLE & CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Les présentes CGV sont soumises au droit français. Pour tout litige ou contentieux relatifs à la formation, la validité, l'interprétation, l'exécution et l'extinction du présent Contrat, une solution amiable avant toute action au niveau juridique sera envisagée dans un premier temps.

16.1- POUR UN CONSOMMATEUR – LE MEDIATEUR

Selon le code de la consommation (loi Hamon n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative élargie par l'ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016), est considéré comme consommateur, toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole. Une association n'ayant pas d'autres ressources que les cotisations de ses membres, peut, sous certaines conditions, être également considérée comme consommateur.

BDM-CGV

Conformément aux articles L.616-1 et R.616-1 du Code de la consommation, le Prestataire a mis en place un dispositif de médiation de la consommation, dans le cadre des litiges qui pourraient naître de l'exécution des présentes.
Préalablement, le Consommateur devra impérativement informer le Prestataire des motifs du litige et de sa réclamation par tous moyens écrits à sa convenance, conformément à l'article L. 612-2 du Code de la consommation. Tout envoi de mail, devra faire l'objet d'un accusé de réception du prestataire. Si, dans un délai de deux mois, aucune solution n'a pu être trouvée entre les Parties, la tentative de résolution du conflit sera alors considérée comme ayant échoué.
Conformément à l'Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 et au décret d'application n° 2015-1382 du 30 octobre 2015, tout différend ou litige dit de consommation, sous réserve de l'article L. 612-2 du Code de la consommation, peut faire ensuite l'objet d'un règlement amiable par médiation, dans un délai d'un (1) an, auprès de l'organisme choisi par le prestataire : CNPM Médiation Consommation ci-après désigné le « Médiateur » .
Pour soumettre un litige au Médiateur, le consommateur peut :
- soit aller sur le site internet du Médiateur et remplir le formulaire accessible ici ;
- soit renvoyer le formulaire complété téléchargeable ici par lettre recommandée avec accusé de réception à : CNPM MEDIATION CONSOMMATION 27 avenue de la Libération F-42400 Saint Chamond.
Quel que soit le moyen utilisé pour saisir le Médiateur, pour être traitée la demande du Consommateur doit impérativement contenir les éléments suivants :
- ses noms prénom coordonnées postales, adresse mail et téléphone ;
- les nom, adresse complète, mail et téléphone du Prestataire ;
- un exposé succinct des faits ;
- la preuve des démarches ayant été faîtes au préalable auprès du prestataire et la réponse de celui-ci.
Si l'Utilisateur du Site répond à la définition de Consommateur, et que sa résidence habituelle est située dans un pays de l'Union Européenne, il bénéficie de droits le protégeant en vertu des dispositions de la loi applicable dans son propre pays de résidence. Le Prestataire comme l'Utilisateur acceptent de soumettre les litiges nés de leur relation commerciale à la compétence des juridictions françaises. S'il agit en qualité de Consommateur, cette compétence n'est pas exclusive pour l'Utilisateur qui peut introduire une action pour faire valoir ses droits en France comme dans le pays de l'Union Européenne au sein duquel il réside. Au besoin, le Consommateur peut accéder à la plateforme de résolution des différends de la Commission Européenne à l'adresse https://ec.europa.eu/consumers/odr.

16.2- POUR UN PROFESSIONNEL

Est considérée comme « professionnel », toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui agit à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, y compris lorsqu'elle agit au nom et pour le compte d'un autre professionnel.
Il est convenu alors que tous différends relatifs à la formation, la validité, l'interprétation, l'exécution et l'extinction du présent Contrat que les Parties qui ne pourraient résoudre à l'amiable, seront soumis, au Tribunal de Commerce de GRASSE, auquel les Parties attribuent compétence territoriale quel que soit le lieu d'exécution ou le domicile du défendeur.
Cette clause par accord exprès des Parties s'applique également en cas de procédure en référé, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie et quelle que soit la nationalité de l'Utilisateur.